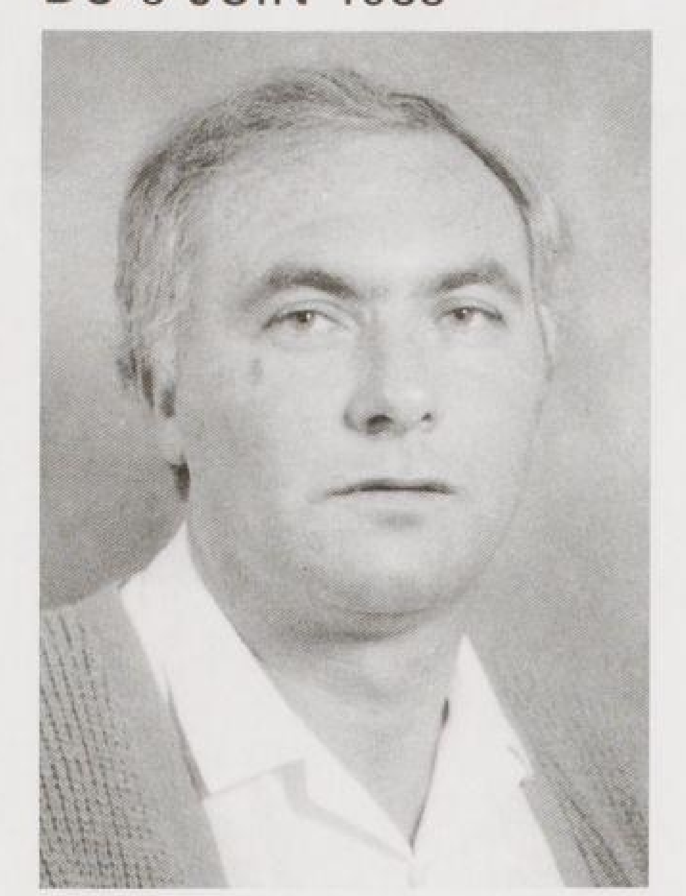
Département de Maine-et-Loire
VIe circonscription

ELECTIONS LEGISLATIVES
DU 5 JUIN 1988

# DANS LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE



## La signification d'une candidature

Mon appartenance à la « Majorité Présidentielle » n'est ni une adhésion aveugle aux décisions d'une majorité composite, ni un contrôle systématique et pointilleux des projets et des décisions gouvernementaux proposés aux parlementaires.

C'est tout au contraire le soutien d'une politique qui, de l'extrême gauche au centre gauche, satisfera les 54% de Français qui ont rejeté une droite égoïste vouée à la défense d'intérêts particuliers.

La politique annoncée par le Président souhaite « l'ouverture », c'est-à-dire le consentement et le contentement de la majorité qui l'a élu. Je m'engage à agir pour que « l'ouverture » souhaitée n'oublie pas les amis de la gauche, tous ceux qui, dans le passé, ont apporté un soutien actif et dévoué au progrès et au développement des idées chères au Socialisme, c'est-à-dire la solidarité envers les plus défavorisés, l'égalité des chances, la défense des libertés fondamentales.

**Sur le plan national,** nous encouragerons une lutte active contre le chômage : nous ne nous satisfons pas de mesures dites sociales qui ne résolvent rien. Il faut des créations d'emplois basés sur une croissance réelle de l'économie et l'adoption de mesures profondes incitant les entreprises à se moderniser **sur place** et à investir dans le cadre national. **Le « droit au travail » doit être institutionnalisé.**

**Sur le plan régional et local,** l'action d'un député doit permettre et faciliter celle des élus locaux ; il doit intervenir pour que les options nationales n'oublient pas la région. Il nous faut donc un député connaissant bien nos problèmes régionnaux, qu'ils soient d'ordre agricole, industriel ou commercial. Nous ne pouvons compter sur des « parachutés » ou des régionaux de circonstance pour nous défendre, **mais sur des représentants actifs de la vie locale.**

**Dans le cadre de la lutte contre le chômage, pour mieux assurer l'emploi des jeunes** et par conséquent, l'avenir de notre jeunesse, nous veillerons principalement à la mise en place d'une **politique d'Education et de Formation** plus active, plus dynamique et plus ambitieuse. Premier budget de la Nation, premier souci de nos gouvernants, premier devoir d'un élu, la politique éducative, de la Maternelle à la Faculté, passe également par la Formation professionnelle des « actifs », par l'organisation de stages de reconversion orientés vers les emplois de l'avenir et débouchant sur des emplois réels.

**La politique européenne et les objectifs 92** dont on nous parle si souvent sont déjà fixés et nous ne pouvons les contester. Il appartient à la représentation nationale **de veiller à ce que cette période de transition ne soit pas trop douloureuse** pour les classes sociales qui vont la subir de plein fouet : les employés des manufactures, les agriculteurs, éleveurs, producteurs et transformateurs.

L'adhésion à une politique généreuse et le mouvement irréversible de l'Histoire **ne doivent pas nous faire oublier les hommes que nous sommes et le cadre de notre vie.** On ne peut défendre les uns et oublier l'environnement qui nous est cher ; nous sauvegarderons l'espace naturel pour que nos enfants puissent continuer à respirer, courir et jouer, sans crainte et sans danger.

Faisons confiance à

# Robert BAILLEUX

(suppléant : André LE CHENADEC)

***notre seul candidat sans attache partisane qui peut faire avancer nos idéaux pour une société plus humaine et à la fois conforme aux réalités.***

Imp. Ménard-Garnier — 49000 Beaucouzé